

*Le budget—M. Crosbie*

pratiquement inexistant à l'heure actuelle. C'est à cause de l'incidence de l'inflation sur les recettes et sur leur bilan, et ils sont imposés là-dessus. J'espère que le ministre examinera de plus près toute cette question de l'impôt sur les gains en capital et de l'imposition des entreprises en général.

J'ai parlé hier soir de l'aide en matière de logement. Je ne reviendrai pas là-dessus. Comme je veux qu'il en soit question dans l'essentiel de mon allocution, j'aimerais signaler simplement que rien n'est prévu pour le propriétaire, ni pour le locataire, aucune déduction, aucun dégrèvement fiscal pour les intérêts hypothécaires ou les taxes foncières. Pas la moindre aide n'est prévue pour les personnes qui achètent une maison et doivent payer des taux d'intérêt de 15½ et 16 p. 100. Rien n'est prévu pour leur venir en aide.

Apparemment, ces personnes ne méritent plus qu'on les aide. Pourquoi? Parce que le gouvernement libéral est au pouvoir. Elles méritaient notre aide lorsque les libéraux n'étaient plus au pouvoir, mais elles ne le méritent plus depuis qu'ils sont de retour.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosbie:** Il n'y a que le MURB. Cette année, le MURB coûtera 15 millions de dollars au gouvernement. Ce programme facilitera la construction de quelques bâtiments à logements multiples de plus, mais c'est essentiellement un refuge fiscal. C'est une mesure fiscale qui favorise ceux qui ont des revenus élevés et qui peut servir en même temps à faire construire quelques logements de plus.

Pourquoi y a-t-on mis fin l'an dernier? J'y ai mis fin sur le conseil du ministère des Finances. Que m'avait-on conseillé? On m'avait dit que ces programmes MURB n'étaient plus nécessaires. On m'a dit que ce sont les provinces qui sont responsables du logement, de la propriété et des droits civils et qu'un grand nombre d'entre elles avaient adopté des politiques qui nuisent à la construction de bâtiments à logements multiples ou qui en tout cas ne l'encouragent pas. Certaines d'entre elles ont instauré un contrôle strict des loyers. Elles découragent l'investissement dans les immeubles à logements, les appartements, etc. Tout le programme MURB ne sert qu'à faire contrepoids à des mesures que les provinces prennent inconsidérément et qui ont pour effet de décourager la construction de logements.

Si le ministère des Finances m'a donné cette opinion il y a dix mois, comment peut-il en avoir donné une différente au ministre? La réponse à cette question est qu'il ne l'a certainement pas fait. Quelle est la véritable réponse? La voici: Le ministre a dit aux fonctionnaires de son ministère: «Messieurs, il n'y a rien dans ce budget qui touche le logement. On n'y prévoit aucune aide au logement. Il me faut quelque chose, quelque minable que ce soit. Il me faut prévoir quelque chose pour que je puisse prétendre que je me soucie de la situation du logement au Canada.»

Le nombre de mises en chantier diminue d'année en année depuis quatre ou cinq ans. Je crois que cette année c'est pire que jamais. Est-ce exact?

**Une voix:** C'est exact.

**M. Crosbie:** Merci. C'est pourquoi le ministre nous donne le MURB. On ressuscite le MURB. S'il fallait ressusciter quelque chose, ce n'était certainement pas l'un des programmes les plus importants. Le MURB peut apporter une certaine aide cette année. Il amènera peut-être certains Canadiens bien

nantis à investir quelque peu dans des bâtiments à logements multiples et dans des condominiums, dans certaines régions du pays. Par exemple, il sera très utile en Colombie-Britannique. Le MURB est très en demande là-bas.

Ce n'est rien du tout pour régler le problème du logement ni celui des Canadiens qui sont propriétaires ou locataires. Alors que nous allions verser 575 millions de dollars pour aider les propriétaires cette année, qu'offrent-ils à l'industrie de la construction domiciliaire? Ils offrent une déduction de 15 millions des revenus d'immeubles locatifs à unités multiples. Là où nous allions déboursier 1.2 milliard de dollars pour venir en aide aux Canadiens propriétaires de leurs maisons, ils vont donner 15 millions pour les immeubles locatifs. J'en ai assez dit, je préfère ne pas en parler davantage.

Je ne donnerai qu'une seule citation parce que je suis fatigué de comparer ce que les ministériels disaient quand ils étaient dans l'opposition à ce qu'ils font maintenant. Ce n'est qu'un clou de plus dans le cercueil. Voici ce que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) disait à la Chambre des Communes le 19 novembre 1979:

Le gouvernement aurait pu s'attaquer d'abord au vrai problème et affecter un certain montant à des allocations aux locataires.

Une fois au pouvoir, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration est-il allé voir le ministre des Finances pour lui dire que le problème est là et qu'il faudrait faire quelque chose pour aider les locataires? Au cours des deux courts mois qu'il a passés dans l'opposition il n'a cessé de nous répéter qu'il fallait aider les locataires au Canada. Maintenant qu'il est ministre, il n'a rien fait.

Je pourrais parler de bien d'autres domaines, mais je suppose que nous devrions laisser la chance aux députés néo-démocrates afin qu'ils puissent proposer leur sous-amendement aujourd'hui. Ils sont vraiment bons pour proposer des sous-amendements. Leur dernier sous-amendement, quelle piètre excuse pour un parti d'opposition qui ne craignait pas de quémander des faveurs du gouvernement!

● (1650)

Le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent), est allé docilement quêter une petite concession au premier ministre (M. Trudeau). Il lui a dit: «Accordez-moi une petite concession pour m'aider à résoudre mon problème. J'ai des dissidents au sein de mon caucus dont tous les membres viennent de l'Ouest, à part la petite poignée de socialistes de l'Ontario. Il n'y a que trois députés de l'Ontario et les autres forment un beau, gros groupe de l'Ouest. Mon caucus est divisé et les gens de l'Ouest sont très énervés par ce que vous faites dans le domaine de l'énergie. Ils n'aiment pas vos mesures constitutionnelles et il faut que je tente de les calmer, car je suis de l'Ontario, d'une circonscription d'Ontario. J'ai bien peur que mon poste soit menacé aux prochaines élections. Je vous en prie, aidez-moi, monsieur le premier ministre. Que pouvez-vous faire pour m'aider?» Voilà ce que disait le chef du NPD dans sa réunion secrète avec le premier ministre d'il y a une semaine ou dix jours. Le premier ministre l'a rassuré. «Ne t'inquiète pas Ed. Je t'ai offert de te joindre à moi après les élections. Tu as refusé, mais moi, dans ma sagesse, je vais t'aider quand même Ed. Je vais donner à la Saskatchewan le droit d'imposition indirecte et je vais prétendre que je vais t'aider dans le domaine des ressources, alors que je ne ferai qu'ébranler toute la structure des ressources dans les dix